

# LARC Laboratoire Africain de Recherches en Cyberstratégie

# Stratégies Africaines de transformation numérique : Entre ambitions et limites



Par DJIMGOU NGAMENI

Avril 2021

Extrait du livre à paraître «

Cyberstratégie Africaine, Tome 1

», du même auteur.

#### Résumé:

Si la stratégie de transformation numérique de l'UA et l'initiative « Smart Africa » souhaitent s'arrimer aux objectifs de développement durable, la Cyberstratégie Africaine, articulée à partir d'une pensée stratégique endogène propre au cyberespace, s'inscrit-elle comme un outil au service du mouvement de Renaissance Africaine! C'est un idéal différent qui implique une grille de lecture différente, des orientations différentes, des priorités différentes, et surtout la participation de l'ensemble du continent.



#### Introduction

Avant de commencer à m'intéresser de très près aux questions relatives à la transformation numérique en Afrique, j'étais comme beaucoup de professionnels africains qui parfois à l'occasion des colloques et autres séminaires jugés trop coûteux et non productifs, se plaignaient que la plupart de nos gouvernements étaient plus dans une logique de discours et d'affichage, mais manquait de réelle stratégie à moyen/long terme sur le sujet. De plus, jusqu'avant le lancement officiel en 2017 de l'extension des noms de domaine « .africa », l'idée répandue était aussi qu'il n'existe aucune vision / stratégie concertée des pays Africains pour amorcer ensemble la transformation digitale sur le continent.

A l'analyse, il convient d'indiquer que non seulement plusieurs pays ont déjà élaboré leur « plan national du numérique », mais aussi que ces plans s'inscrivent dans une vision plus globale à l'échelle du continent. La plupart de ces plans n'ont malheureusement pas beaucoup avancés dans l'implémentation depuis leur annonce officielle, et restent discutable sur le fond car parfois élaborés dans la précipitation, pour satisfaire des besoins de communication politique (cas du plan numérique de la RDC en 2020)!

On peut cependant objectivement constater que comme partout ailleurs dans le monde, plusieurs dirigeants africains se sont rendu compte que les technologies de l'information et de la communication jouent et continueront de jouer un rôle fondamental dans l'évolution socio-économique de l'Afrique. Ils sont désormais conscients que l'Afrique ne peut pas se permettre d'être à l'écart des opportunités que l'économie de la connaissance apporte. Cela les pousse à vouloir tirer parti des progrès déjà enregistrés dans les projets de connectivité (développement des infrastructures à large bande à travers le réseau de fibre optique intra et inter continental). Ainsi, on remarque que l'ambition commune qui se dégage de ces plans est d'utiliser la technologie pour réduire la pauvreté, renforcer la participation des citoyens à la vie publique, améliorer la prestation des services et créer de la prospérité pour leur population.

C'est pourquoi ces chefs d'État et de gouvernements se sont engagés à soutenir la mise en œuvre et l'utilisation optimale des technologies de l'information et de la communication, au service de la transformation socio-économique de leur pays et du continent. Cette volonté affirmée des dirigeants se matérialise par l'adhésion de plusieurs pays africains à un projet panafricain permettant de mutualiser leurs ressources afin de réaliser plus efficacement l'objectif de transformation partagée à l'échelle continentale. L'ambition est donc globale, concrète et palpable.



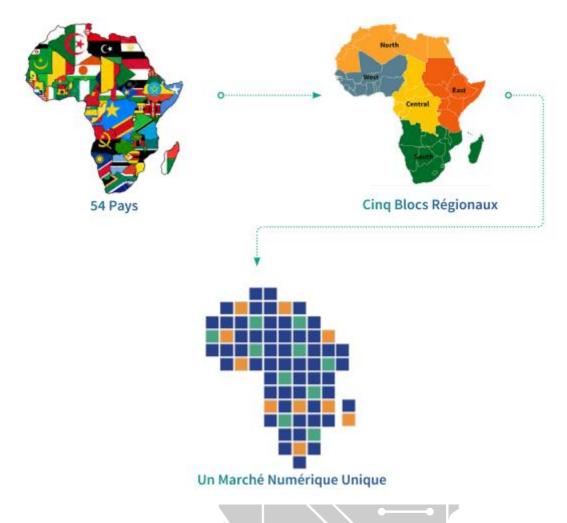
# La première initiative panafricaine de transformation numérique

« Smart Africa », puisque c'est de cela qu'il s'agit, est un engagement audacieux et novateur qui vise à apporter la part de l'Afrique dans l'économie de la connaissance, à accélérer son développement socioéconomique durable et catalyser l'innovation technologique, grâce à l'utilisation intelligente des TIC. Regroupant aujourd'hui une trentaine d'états membres à travers le continent, il s'agit d'une initiative de l'Etat Rwandais sous l'impulsion de son Président Paul KAGAME, qui en définit lui-même la vision en ces termes :

« La prochaine décennie 2016-2025 promet d'être la décennie du développement de l'Afrique par le biais des TIC. Smart Africa est un fruit du Sommet Transform Africa organisé à Kigali en octobre 2013. Le Manifeste *Smart Africa*, fondation de cette initiative, repose sur 5 principes : Placer les TIC au centre de l'agenda national de développement socio-économique ; Améliorer l'accès aux TIC, en particulier au haut débit ; Améliorer la responsabilité, l'efficacité, et l'ouverture grâce aux TIC; Donner la priorité au secteur privé; Tirer parti des TIC pour promouvoir le développement durable. La mise en place de l'initiative Smart Africa témoigne de notre détermination à mettre en place un environnement politique et réglementaire approprié qui encouragera les partenariats, l'esprit d'entreprise, la création d'emplois et le partage des connaissances. Notre transformation vers une économie axée sur les TIC et la connaissance a pour but d'accroître la compétitivité de l'Afrique dans l'économie mondiale. Les TIC ont la capacité de niveler le terrain de jeu mondial, de débloquer le capital humain et d'exploiter tout son potentiel. Le Conseil Smart Africa s'est engagé à diriger ce programme de transformation dans nos pays respectifs. Nos objectifs sont ambitieux mais réalistes et avec notre leadership, notre engagement, notre travail stratégique et le soutien de nos partenaires, je suis pleinement confiant que nous allons bientôt réaliser notre vision des économies modernes et des citoyens riches qui mèneront à un avenir prospère pour l'Afrique. ».

Paul KAGAME est aujourd'hui encore président du « Smart Africa Board », conseil d'administration de l'organisation en charge de piloter cette initiative panafricaine. Certains des pays membres se sont constitués en pôle de compétence pour porter les grands axes (déclinés en projets phares) de la vision ainsi énoncée. L'Union Africaine s'en est d'ailleurs saisie pour actualiser sa propre vision sur les TIC et proposer une nouvelle stratégie de transformation numérique du continent, en cohérence et en harmonie avec l'ambition ultime de l'initiative « Smart Africa » qui est de transformer l'Afrique en un marché numérique unique.





Schématisation de la vision « Smart Africa »

# La stratégie de l'Union Africaine pour la transformation numérique

Depuis le début des années 1990, l'Union Africaine, avec le soutien très marqué de la Commission Economique des Nations Unis pour l'Afrique (UNECA), essaye à travers une série d'initiatives de s'appuyer sur les TIC pour soutenir ses projets de développement du continent. Parmi les plus emblématiques on peut citer par exemple le programme de Développement Panafricain des Systèmes d'Information (PADIS) en 1990, l'Initiative pour la société de l'information en Afrique (AISI) en 1996, Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en 2001, etc.

Aujourd'hui, dans le cadre de l'Agenda 2063 l'UA, le volet stratégie de transformation numérique propose comme vision « Une société et une économie numériques intégrées et inclusives en Afrique qui améliorent la qualité de vie des citoyens africains ». D'après le document de projet de stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030), l'objectif global de l'UA est « d'exploiter les technologies numériques et l'innovation pour transformer les sociétés et les économies africaines afin de promouvoir l'intégration de l'Afrique, de générer une croissance économique inclusive, de stimuler la création d'emplois, de supprimer la fracture numérique et d'éradiquer la pauvreté afin de garantir les avantages



de la révolution numérique pour le développement socio-économique ». Au-delà de l'objectif global, la stratégie prévoit une vingtaine d'objectifs particuliers tels que la promotion des noms de domaine africain, la sensibilisation sur la cybersécurité et la protection des données personnelles, la construction d'un marché unique numérique à l'horizon 2030, la numérisation des secteurs tels que l'agriculture, la santé et l'éducation, etc.

Cette nouvelle stratégie de l'UA s'appuiera aussi sur les "projets phares" (*Flagships Projects*) et le cadre fixé par l'initiative *Smart Africa*. On a par exemple l'Initiative politique et réglementaire pour une Afrique numérique (PRIDA), le Programme pour le Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA), la Zone de libre-échange du continent africain (AfCFTA), les institutions financières de l'Union africaine (AUFI), le Marché unique du transport aérien africain (SAATM) et la Libre circulation des personnes (FMP) pour soutenir le développement d'un Marché Unique Numérique (MUN) pour l'Afrique, dans le cadre des priorités d'intégration de l'Union africaine.

# Quelques limites dans la stratégie de l'UA et la vision de « Smart Africa »

Concernant *Smart Africa*, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur l'absence du Nigéria au sein de l'alliance. En effet, avec ses 140 millions d'internautes, son écosystème dynamique de startups et de technopoles, son niveau de maturité cyber (plus élevé que la plupart des pays du continent), son attractivité grandissante pour les GAFAM qui y voient un énorme potentiel de croissance pour leurs activités, etc. on aurait pu s'attendre à ce que ce géant africain du numérique soit parmi les locomotives de cette initiative.

Régulièrement courtisé par les dirigeants de l'alliance, le Nigéria représente donc un enjeu important pour l'initiative Smart Africa. Car tant que ce pays n'intègre pas le consortium, plannera toujours le sentiment que cette organisation n'a pas atteint son niveau de complétude escomptée, sa capacité et sa force de frappe maximale que peut lui conférer ce poids lourd économique du continent. Il est par exemple évident que sa présence serait un atout de taille pour rééquilibrer légèrement le rapport de force au profit des intérêts de l'Afrique dans les négociations entre l'alliance et ses partenaires stratégiques tels qu'Orange, Facebook, Huawei, etc.

C'est d'ailleurs pourquoi bien que n'ayant pas encore rejoint le mouvement, les officiels nigérians sont tout de même régulièrement conviés par l'organisation pour discuter sur des projets d'envergures en cours. Qu'il s'agisse du projet d'identité numérique unique, de réseau africain unique, de Blockchain africaine ou encore de villages intelligents, l'alliance sait ne pas pouvoir se passer de la participation du pays africain ayant le plus grand nombre de personnes connectées.

Pour aller plus loin, on peut dire que la question de souveraineté numérique du continent, qui commence à transparaître des activités de l'alliance Smart Africa, ne peut pas se discuter sans le Nigéria autour de la table. De plus, cette organisation étant devenue le moteur de l'Union Africaine pour la transformation numérique, il n'est pas absurde de considérer l'absence



actuelle d'un tel leader comme une limite, un frein à la réalisation des grandes ambitions du consortium. D'où la nécessité de comprendre les motivations d'une telle posture d'Abuja.

Pourquoi le Nigeria, pourtant très dynamique en matière de transformation numérique, membre actif et locomotive aussi bien des regroupements régionaux que continentaux, refuserait-il de rejoindre une initiative panafricaine visant à s'appuyer sur les innovations technologiques pour améliorer la prospérité socio-économique des africains ? Est-ce l'organisation du consortium, son fonctionnement, ou encore ses partenariats qui ne conviendraient pas et ne s'aligneraient pas avec les intérêts de ce géant d'Afrique ? Ces interrogations restent entières. Surtout qu'à date, nous n'avons connaissance d'aucune déclaration officielle de l'Etat nigérian sur son intention de rejoindre cette initiative, encore moins à quelle échéance. Et ce n'est pas la seule limite qu'on peut relever.

A l'analyse, l'ambition qui ressort clairement aussi bien de la stratégie de l'Union Africaine que de l'initiative « *Smart Africa* », c'est l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour booster le développement socioéconomique du continent, dans le cadre des ODD (Objectifs de Développement Durable) des Nations Unis, qui semblent être l'idéal indépassable. Dans ce contexte, la stratégie de l'UA par exemple me paraît plutôt bien structurée pour répondre convenablement à ces ODD. Elle prend en compte l'innovation, l'entrepreneuriat, la recherche et développement, la formation, le capital humain, les technologies émergentes, la gouvernance, etc. De plus, l'un des éléments les plus rassurants c'est l'engagement et la détermination des dirigeants africains à réussir ce pari ! Sans volonté de leur part, rien de concret n'est possible au-delà des discours.

Cependant, adosser nos démarches continentales de transformation numérique aux ODD, qui est un concept onusien à vocation globale, me semble quelque peu préjudiciable et peut à mon avis constituer une autre limite. Car pris comme tel, cela fausse les prémices et réduit le champ d'analyse aussi bien pour poser correctement les problèmes que pour apporter des solutions profondes et durables. En ce qui concerne le secteur du numérique, ces ODD doivent-ils vraiment être notre boussole dans ce contexte de compétition internationale, de rivalité de pouvoir et d'affrontement mondial (économique, culturel, militaire, etc.) où l'Afrique est à la traîne ? Pouvons-nous sans conséquences être astreints aux mêmes objectifs et soumis aux mêmes critères que des zones du monde (l'Europe par exemple) plus avancés économiquement que nous et avec des intérêts stratégiques différents ?

### Des ODD à la renaissance africaine : la nécessité d'un autre idéal

Au-delà d'une stratégie de transformation numérique de l'Afrique, c'est plus d'une Cyberstratégie Africaine dont nous avons besoin. Nouvelle discipline d'étude en plein fondement, c'est une démarche qui permet de considérer le cyberespace dans toute sa complexité et sous toutes ses formes (politique, idéologique, économique, stratégique, etc.), de tenir compte de sa dimension conflictuelle et les affrontements de toutes sortes qui s'y déroulent, de mieux apprécier les cyber-risques et les cybermenaces, etc. Ce qui dépasse largement le cadre de toutes les démarches actuellement en cours sur le continent.



Le terme *cyberespace* est utilisé quatre fois dans le document, mais à aucun moment pour le définir rigoureusement. Peut-être ne voit-on pas le lien avec la transformation numérique ? Ce qui renseigne davantage sur les limites des fondements même de cette stratégie, qui ignore de fait par exemple la notion de rapports de force et d'adversité. Ainsi, alors qu'il est prévu un aspect sur la sécurité du cyberespace (en convoquant la <u>convention de l'UA</u> sur le sujet), à aucun moment il n'est fait mention de l'aspect défense! Du lien entre le cyberespace et la sécurité nationale des Etats membres de l'UA, entre le numérique et son impact sur le rôle, le fonctionnement et la doctrine des armées africaines, etc. Ce qui est complètement inconcevable en 2020 quand on sait que le reste du monde a fait du cyberespace le cinquième domaine militaire (après la terre, la mer, l'air et l'espace extra-atmosphérique) avec toutes les conséquences stratégiques que cela implique.

Avec la Cyberstratégie Africaine, on aboutit à la prise en compte des notions tels que la cyberdéfense, la cyber-résilience, la cyber-diplomatie, l'actualisation de nos doctrines militaires et de renseignement, etc. Toutes ces notions sont complètement absentes de la réflexion en cours sur le continent, et ce du fait d'un impensé du cyberespace à partir de notre propre référentiel. Cette démarche nous permet même d'envisager un plan d'industrialisation numérique de l'Afrique à la fois plus ambitieux et plus adapté à son contexte, en considérant toute la chaîne de valeur d'une industrie numérique (des matières premières aux services en passant par l'énergie), tout en choisissant stratégiquement des axes prioritaires conformes à notre propre idéal. Ce qui est en rupture avec la mode actuelle consistant à tropicaliser des modèles conçus dans d'autres contextes, au service des intérêts parfois antagonistes à ceux des africains.

La Cyberstratégie Africaine propose donc une approche plus holistique, plus globale et donc plus complète du numérique en Afrique, en partant d'une phase théorique (dont on croit pouvoir se soustraire aujourd'hui) pour aboutir à une phase pratique mieux articulée. Elle nous permet de mettre grossièrement en évidence notre dangereuse dépendance aux technologies exogènes (non perçue comme telle dans le cadre actuel car s'accommodant bien avec les ODD), et d'avoir une compréhension plus affinée du concept de souveraineté numérique.

Si la stratégie de transformation numérique de l'UA et l'initiative « Smart Africa » souhaitent s'arrimer aux objectifs de développement durable, la Cyberstratégie Africaine, articulée à partir d'une pensée stratégique endogène propre au cyberespace, s'inscrit-elle comme un outil au service du mouvement de Renaissance Africaine! C'est un idéal différent qui implique une grille de lecture différente, des orientations différentes, des priorités différentes, et surtout la participation de l'ensemble du continent.



## A propos de l'Auteur :

DJIMGOU NAGMENI est Entrepreneur, Conférencier, Consultant international en cybersécurité / cyberdéfense, Enseignant à l'École Politique Africaine de Paris, Spécialiste de cyberstratégie et Fondateur du LARC.

# A propos du LARC:

Le LARC (Laboratoire Africain de Recherches en Cyberstratégie) est un cadre de réflexion créé par votre serviteur et regroupant des chercheurs pluridisciplinaires, avec pour mission de décrypter, d'analyser et d'anticiper les enjeux de demain dans le cyberespace africain.

Pour soutenir les activités du LARC ou y contribuer par vos propres publications, visitez notre site web : https://www.larc.africa

#### Pour citer cet article:

DJIMGOU NGAMENI, « Stratégies Africaines de transformation numérique : Entre ambition et limites », Note N°03 - LARC, Avril 2021.

Le droit d'auteur sur cet article est dévolu à l'auteur et au LARC. L'article ne peut être reproduit en totalité ou en partie sans l'autorisation expresse et écrite de l'auteur et des éditeurs.

Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du LARC, de ses administrateurs, ou de ses donateurs. Chaque auteur contribue aux publications du LARC à titre personnel.